

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 25 septembre 1991

La séance est ouverte à 14 heures.

---

*Prière*

---

### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

#### LA YOUGOSLAVIE

**Mme Beryl Gaffney (Nepean):** Monsieur le Président, hier, des représentants de la collectivité canadienne croate ont rencontré des parlementaires de la Chambre. Ils ont demandé l'aide du Canada pour obtenir le concours de la collectivité mondiale en vue d'en arriver à une paix permanente et de reconnaître le droit de la Croatie à l'autodétermination.

Comme les Nations Unies ont déjà fait leurs preuves avec des interventions similaires, des députés de tous les côtés de la Chambre ont convenu que la première étape devrait être la médiation des Nations Unies sous la forme de troupes de maintien de la paix de pays tiers.

Nous devons intervenir immédiatement pour mettre fin au conflit yougoslave. Un nombre incalculable de personnes souffrent et meurent, victimes de la violence et de la répression actuelles. Des organismes indépendants, comme Amnistie internationale, ont eu des difficultés pour obtenir des renseignements exacts quant à la diversité et à l'étendue des souffrances causées par ce conflit.

Si le Canada va assumer ses responsabilités dans le cadre du nouvel internationalisme, il doit faire en sorte que les droits de la personne, les droits individuels et les droits des minorités soient placés au-dessus des droits absolus des États souverains.

Les Nations Unies peuvent et doivent faciliter cette démarche. Alors que le Conseil de sécurité de l'ONU se prépare pour sa réunion spéciale demain sur ce sujet, je demande au gouvernement et à la Chambre de se mettre aujourd'hui en rapport avec l'ONU pour lui demander d'envoyer immédiatement en Croatie des troupes chargées d'assurer le maintien de la paix.

\* \* \*

#### L'AGRICULTURE

**M. Peter L. McCreath (South Shore):** Monsieur le Président, je suis certain que tous les députés joindront

leurs voix à la mienne pour exhorter le gouvernement à intervenir rapidement pour aider les agriculteurs de l'Ouest à sortir de la situation critique dans laquelle ils se trouvent. On se défendra cependant d'oublier que l'agriculture est une industrie d'importance vitale pour la région de l'Atlantique aussi.

Les agriculteurs de la région de l'Atlantique attendent que le gouvernement du Canada leur donne un signe clair et sans équivoque qu'il reconnaît le système actuel de gestion de l'offre, si indispensable à l'agriculture de leur région, comme un principe inviolable qui ne risque pas de servir de monnaie d'échange dans les négociations du GATT.

Les agriculteurs de cette région s'inquiètent également de voir l'efficacité du programme d'aide au transport des céréales fourragères s'amenuiser constamment. Ils voudraient que le gouvernement leur indique clairement qu'il a l'intention de mettre en oeuvre la phase II du projet de développement des productions fourragères dans la région de l'Atlantique. La valeur à la ferme des produits avicoles et les produits d'élevage venant de cette région totalise 500 millions de dollars par année. Cette industrie compte quelque 4 000 exploitations agricoles d'envergure commerciale et emploie plus de 25 000 personnes.

J'exhorte donc le gouvernement, plus particulièrement les ministres de l'Agriculture et du Développement régional, à ne pas oublier les agriculteurs de la région de l'Atlantique et à tenir leurs représentants parfaitement au courant de leurs intentions.

\* \* \*

#### LES PÊCHES

**M. Cid Samson (Timmins—Chapleau):** Monsieur le Président, des milliers d'hommes et de femmes qui vivent de la pêche ou qui travaillent dans les usines de transformation du poisson, et leurs familles, font face à la pire catastrophe économique jamais vue dans l'histoire.

La pêche le long des côtes du Labrador et de la côte nord-est de Terre-Neuve a été, à toutes fins pratiques, un échec total. Même les autorités de Pêches et Océans avouent n'avoir jamais rien vu de tel. Des milliers de personnes n'ont pas pêché assez de poisson ou travaillé assez longtemps pour avoir droit aux prestations d'assurance-chômage.